

## DEMANDE D'ENREGISTREMENT

### PROJET ENTREPOT STOCKAGE A FRAGNES – LA- LOYERE (71)



---

### *JUSTIFICATIF DE CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS GENERALES*

---

CE DOSSIER A ETE REALISE AVEC L'ASSISTANCE DE :



AGENCE AUVERGNE RHONE-ALPES

1 Rue de la Logistique

42000 SAINT ETIENNE

☎ : 04 72 21 85 85

<b>Intervenant SOCOTEC</b>	Delphine AUDRAS Tel : 06 10 81 21 65 delphine.audras@socotec.com	<b>Cheffe de projet</b>
<b>Intervenant SOCOTEC</b>	Lucie BARAN Tel : 07 88 99 05 82 lucie.baran@socotec.com	<b>Chargée d'affaires Etudes et Conseils</b>

Date d'édition	Référence du rapport (chrono)	Nature de la révision	Rapport rédigé par	Rapport validé par
22/12/22	EL7P222822	Rapport initial	Lucie BARAN	AUDRAS Delphine

*La reprographie de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale, sous réserve d'en citer la source.*

## SOMMAIRE

1. TEXTES APPLICABLES .....	4
2. ARRETE MINISTERIEL 1510.....	5
3. ANNEXES : .....	40

## 1. TEXTES APPLICABLES

---

Les tableaux ci-après présentent les mesures prises pour respecter les prescriptions générales applicables à l'installation suivant :

- **Arrêté du 11 avril 2017** relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la **rubrique 1510** (modifié en dernier lieu par l'arrêté du 24 septembre 2020) de la **nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**.

## 2. ARRETE MINISTERIEL 1510

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<b>1 Dispositions générales</b>		
<p><b>1.1. Conformité de l'installation</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.</p>	Aucun	L'exploitant veillera à respecter les éléments annoncés dans ce dossier.
<p><b>1.2. Contenu du dossier</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Aucun	<p>L'exploitant établira un dossier intégrant l'ensemble de ces éléments.</p> <p>Ce dossier sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces éléments seront ajoutés au dossier.</p>
<p><b>1.2.1 Informations minimales contenues dans les études de dangers</b></p> <p>Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne</p>	Aucun	Sans objet - Le site est soumis au régime de l'enregistrement.
<p><b>1.3 Intégration dans le paysage</b></p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>	Aucun	La SCI 5A Immobilière veillera à maintenir les abords du site en bon état de propreté.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.		Les bonnes pratiques seront appliquées par la société d'entretien des espaces verts mandatée.
Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.		
<b>1.4 Etat des matières stockées (Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022)</b>		
I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :		
L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :		L'état des stocks sera disponible en temps réel.
1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.		Il permettra de connaître la nature et la quantité de produits, matières ou déchets présents au sein de chaque cellule de stockage.
Pour les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.		En cas de stockage de produits dangereux, les quantités stockées seront inférieures aux seuils de classement des rubriques concernées.
Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.		L'état des stocks du site intégrera ces exigences.
Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;	Aucun	Pour mémoire
2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.		
L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.		L'état des stocks sera accompagné d'un plan général des zones de stockages.
Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.		Le site ne prévoit pas le stockage de matières dangereuses, liquides combustibles ou solides liquéfiables combustibles. En cas de stockage de ces produits, ceux-ci seront en-dessous des seuils de classement ou nécessitant la création d'une cellule spécifique.
Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.		Un inventaire sera réalisé de manière annuelle sur le site.
L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.		Sans objet - il n'est pas prévu de POI sur ce site.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.		En cas de stockage de matières dangereuses, les fiches de données sécurité associées seront disponibles sur le site.
II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :	Aucun	Non concerné- Le site relève du régime de l'enregistrement
<b>1.5 Disposition en cas d'incendie</b> En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.	Aucun	Sera conforme au PDI
En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.		En cas de sinistre, la SCI 5A Immobilière réalisera le diagnostic environnemental et sanitaire imposé par la réglementation.
<b>1.6 Eau</b> <b>1.6.1 Plan des réseaux</b> Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.	Schéma des réseaux et plan des égouts comprenant les différents points prévus	Le plan de réseaux figure en annexe 1 de ce dossier.  <b>cf A1 – Plan d'ensemble ICPE</b>  Sera conforme
<b>1.6.2 Entretien et surveillance</b>  Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.	Description des choix réalisés pour isoler les réseaux d'eaux industrielles et éviter les retours de produits	S'agissant d'une activité de logistique, le site n'utilisera pas d'eau industrielle. Hormis les eaux sanitaires et les eaux pluviales, le site ne sera à l'origine de rejet d'effluents.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>		<p>Un disconnecteur sera installé sur le réseau d'eau potable du site.</p> <p>Une vérification périodique annuelle sera réalisée sur cet équipement.</p>
<p><b>1.6.3 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</b></p> <p>Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de matières flottantes ;</li> <li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li> <li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul>	Aucun	<p>Les rejets en eau seront uniquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des rejets d'eaux usées sanitaires : collectées par un réseau séparatif et rejetées dans le réseau de la zone d'activité</li> <li>- des rejets d'eaux pluviales : les eaux pluviales seront collectées puis dirigées vers un bassin tampon avant de rejoindre le réseau de la zone. Un séparateur à hydrocarbures sera installé en amont du point de rejet,</li> <li>- des rejets issus de la station de lavage des poids lourds (lavage extérieur) : ces eaux sont prétraitées par un débourbeur-déshuileur avant de rejoindre le réseau des eaux usées.</li> </ul>
<p><b>1.6.4 Eaux pluviales</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>	<p>Description du dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et positionnement sur un plan.</p> <p>Note justifiant le bon dimensionnement des séparateurs prévus</p>	<p>Les eaux pluviales de toiture seront collectées par un réseau spécifique et transiteront par le bassin tampon avant rejet au réseau de la ZAC.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries seront traitées au moyen d'un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le bassin de gestion des eaux pluviales du site puis le réseau de la zone. Ce séparateur sera vidangé à minima une fois par an. Les boues seront collectées par un prestataire agréé et feront l'objet d'un bordereau de suivi de déchets.</p> <p><b>cf A1 – Plan d'ensemble</b> <b>cf A2: Notice de gestion des eaux pluviales</b></p>
<p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul>	Aucun	<p>Une première mesure des eaux pluviales sera effectuée dans l'année de mise en service de l'entrepôt.</p>



Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p>	<p>Base du dimensionnement (pluie de référence). Si le rejet des eaux pluviales de l'installation s'effectue dans un cours d'eau, fournir le calcul du débit de ruissellement en cas de pluie décennale et, si ce débit est supérieur à 10 % du débit d'étiage du cours d'eau, fournir une note de dimensionnement d'un bassin de confinement destiné à rejeter moins de 10 % du débit d'étiage.</p>	<p>Les eaux pluviales seront rejetées dans le bassin tampon du site avant d'être envoyées au réseau communal. Le bassin de rétention est dimensionné prioritairement pour la rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p><b>cf A2 : Notice de gestion des eaux pluviales</b></p>
<p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>	<p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, fournir la convention avec le gestionnaire de cet ouvrage et un descriptif du dispositif en place permettant de respecter le débit de rejet fixé par cette convention</p>	<p>L'exploitant se rapprochera du gestionnaire de réseau pour les rejets d'eaux pluviales afin de déterminer si une convention doit être établie.</p>
<p><b>1.6.5 Eaux domestiques</b></p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative.</p> <p>Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	<p>Plan des réseaux, mode de traitement et conformité à la réglementation</p>	<p>Les eaux usées sanitaires seront collectées séparativement du réseau d'eaux pluviales et seront dirigées vers le réseau collectif de la zone.</p> <p><b>cf A1 – Plan d'ensemble</b></p>
<p><b>1.7 Déchets</b></p> <p><b>1.7.1 Généralités</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul>	<p>Dispositions mises en place</p>	<p>Le tri sera effectué à la source et les déchets pris en charge par des entreprises de transports et de traitement agréées.</p> <p>Pour le stockage des déchets, 3 bennes seront mises en place au niveau du quai de la cellule 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 benne de 30 m3 pour le bois recyclé</li> <li>- 1 benne de 30 m3 pour les plastics recyclés</li> <li>- 1 benne de 30 m3 pour les DIB non dangereux et non recyclés</li> </ul>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p><b>1.7.2 Stockage des déchets</b></p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>	Aucun	Le stockage des déchets se fera en benne adaptée. Les bennes seront positionnées sur une aire aménagée en extérieur au sud du site à environ 18 m du bâtiment.
<p><b>1.7.3 Gestion des déchets</b></p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p>	Aucun	<p>Sera conforme</p> <p>Un registre de déchets sera créé pour assurer la traçabilité de la gestion des déchets sur la base de l'arrêté du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Les déchets seront collectés par des entreprises spécialisées et font l'objet, pour ce qui concerne les déchets dangereux, d'un bordereau de suivi de déchets.</p> <p>Conformément à la loi sur la transition énergétique, le tri 5 flux sera déployé sur le site.</p>
<p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>		<p>Une procédure précisera que le brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>1.8 Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration</b></p>		<p>Non concerné - installation soumise à enregistrement</p>
<p><b>2. Règles d'implantation</b></p>		
<p>I. - Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des limites de d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>, cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021.</li> <li>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;</li> <li>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>),</li> </ul>	<p>Plan d'implantation de l'installation (avec également l'implantation des tiers évoqués)</p> <p>Éléments principaux utilisés pour mettre en œuvre la méthode FLUMILOG (ou descriptif détaillé de la méthode utilisée si FLUMILOG n'est pas adapté)</p> <p>Conclusions du calcul par la méthode FLUMILOG (ou de l'autre méthode le cas échéant)</p>	<p>Le bâtiment sera implanté à plus de 20 m des limites de propriété du site.</p> <p><b>Cf.A3a - Plan masse</b></p> <p>Les zones de dangers en cas d'incendie ont été estimées au moyen de la méthode FLUMILOG en prenant en compte un incendie se déclarant dans les cellules projetées sur des produits de type 100 % 1510 ou 100 % 2662 pour un stockage en rack.</p> <p>La modélisation des effets thermiques en cas d'incendie est présentée en annexe.</p> <p>Les flux correspondant aux effets létaux 5 kW/m<sup>2</sup> et 8 kW/m<sup>2</sup> sont contenus au sein des limites de propriété.</p> <p>Les flux correspondants aux effets irréversibles n'impactent aucun ERP, aucune voie ferrée dédiée au transport de voyageur, aucune voie d'eau et aucun bassin,</p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
		ainsi qu'aucune voie routière à grande circulation. <b>cf A4– Rapport de modélisation des flux thermiques</b>
Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.	Plan détaillé des stockages avec les différents niveaux prévus	Les modélisations ont été réalisées sur chaque cellule recoupée par un mur coupe-feu REI 120.  Les parois extérieures hors façade de quai sont des écrans thermiques en béton REI120.  <b>cf A3b - Plan niveau RDC</b> <b>cf A3c - Plan en coupe</b>
II. – Article non développé – pour installations soumises à Déclaration		Non Concerné
III. - Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.	Plan d'implantation de l'installation (avec également l'implantation des tiers évoqués)	Sera conforme – Une zone de stationnement VL sera aménagée à moins de 3m du pignon nord de la cellule 1. Cette paroi est en béton REI120.  L'aire de stockage des déchets sera aménagée à 18 m environ du bâtiment de stockage.  <b>Cf. A3a - Plan de masse ICPE</b>
La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. Cette distance peut être réduite à 1 mètre : - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.  Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m <sup>2</sup> en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt		En cas de stockage extérieur, ces derniers seront implantés à plus de 10 m de l'entrepôt.  L'aire de stockage des déchets sera aménagée à 18 m environ du bâtiment de stockage.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1 m<sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.</p>		<p>Sans objet - le site est une installation nouvelle.</p>
<p>A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.</p>		<p>Aucune habitation sur le site.</p>
<p><b>3. Accessibilité</b></p>		
<p>En cas de demande d'adaptation ou d'aménagement aux dispositions du 3 de la présente annexe sollicitée en application des articles 3, 4 ou 5 du présent arrêté, le préfet demande au préalable l'avis du service d'incendie et des secours.</p>		<p>Pour information</p>
<p><b>3.1. Accessibilité au site</b></p>		
<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>	<p>Localiser les accès sur un plan</p>	<p>Le site disposera d'un seul accès depuis la rue La Cruote. <b>Cf.A1 – Plan d'ensemble</b></p>
<p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.</p>	<p>Fournir un plan de stationnement</p>	<p>Une voie pompier en enrobé permettra de faire le tour du site. Cette voie correspond également à la voie de circulation des poids lourds. L'ensemble des stationnements sera réalisé sur des aires dédiées, en dehors des voies de circulation. Une signalétique adaptée sera mise en place pour la circulation et le stationnement des véhicules. Des consignes seront disponibles et affichées au niveau de l'accès principal.</p> <p><b>Cf.A3a - Plan de masse</b></p> <p>Pour mémoire</p> <p>Le portail en place sera facilement manœuvrable par le SDIS.</p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p><b>3.2 Voie « engins »</b></p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>- l'accès au bâtiment ;</li> <li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li> <li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul>	<p>Plan extérieur du site permettant de vérifier les largeurs et les rayons et de connaître la force de portance des différentes voies</p>	<p>L'ensemble de la périphérie du bâtiment sera desservie par une voie engins répondant aux caractéristiques de l'arrêté.</p>
<p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p>		<p>Sera conforme</p>
<p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p>		<p>Une étude sera réalisée avant la construction du bâtiment pour justifier du non effondrement vers l'extérieur de tout ou partie du bâtiment.</p> <p>L'attestation de réalisation de cette étude est jointe en annexe.</p> <p><b>Cf. A5 – Attestation réalisation étude non ruine en chaîne</b></p> <p>Les eaux d'extinction incendie sera collectées dans un bassin de rétention.</p>
<p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li> </ul>		<p>L'ensemble de la périphérie du bâtiment sera desservie par une voie engins répondant aux caractéristiques de l'arrêté. Le stationnement des poids-lourds sera réalisé sur des places spécialisées afin de permettre une accessibilité du site en permanence.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>		<p>Les caractéristiques de cette voie engin sont reportées sur le plan de masse en annexe.</p> <p>Sans objet.</p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p>		<p><i>cf A3a– Plan de masse</i></p>
<p><b>3.3 Aire de stationnement</b></p>		
<p><b>3.3.1 Aires de mise en station des moyens aériens</b></p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2.</p>		<p>La voie engins permettra de desservir les aires de mise en station des moyens aériens.</p>
<p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m<sup>2</sup> d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;</li> <li>- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.</li> </ul>	<p>Plan extérieur de l'installation permettant de vérifier les largeurs et les rayons ainsi que l'emplacement des aires de mise en station des moyens aériens, et de connaître leur force de portance.</p>	<p><i>cf A3a– Plan de masse ICPE 1/500</i></p> <p>Une aire de mise en station sera matérialisée sur deux façades de chaque cellule et positionnée au droit ou à proximité immédiate des murs coupe-feu séparatifs. Elles seront directement accessibles depuis la voie engin.</p> <p>Non concerné- la surface des cellules est inférieure à 6000 m<sup>2</sup>.</p> <p>Non concerné- la surface des cellules est inférieure à 6000 m<sup>2</sup>.</p>
<p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p>		<p>Sans objet. Le bâtiment ne comportera pas de niveaux.</p> <p>Un plan relatif à la défense incendie du site sera transmis au SDIS.</p> <p>Les cellules disposeront d'un seul niveau.</p>
<p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au</li> </ul>		<p>Les caractéristiques de cette voie échelle ainsi que des aires de mises en station sont reportées sur le plan de masse en annexe.</p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>maximum de 10 % ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</li> </ul>		<p><i>cf A3a– Plan de masse ICPE 1/500</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ;</li> <li>- la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ;</li> <li>- la cellule ne comporte pas de mezzanine.</li> </ul>		<p>Non concerné</p>
<p><b>3.3.2 Aires de stationnement des engins</b></p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li> </ul>	<p>Plan extérieur de l'installation permettant de vérifier les largeurs et les rayons ainsi que l'emplacement des aires de mise en station des moyens aériens, et de connaître leur force de portance.</p>	<p>La lutte contre l'incendie sera assurée par des poteaux privés. Le réseau d'alimentation des poteaux du site sera relié à une cuve de 440 m<sup>3</sup> avec deux poteaux d'aspiration pour les pompiers. Une aire de stationnement des engins sera matérialisée à côté de chaque point d'eau privé.</p> <p>Des dispositions seront prises pour garantir leur dégagement en permanence.</p> <p>Les caractéristiques des aires de stationnements des engins sont reportées sur le plan de masse en annexe.</p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</p>		<p><i>cf A3a– Plan de masse ICPE 1/500</i></p>
<p>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p>		
<p><b>3.4 Accès aux issues et quais de déchargement</b></p>		
<p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p>	<p>Sur une carte localiser les accès et les rampes dévidoir.</p>	<p>Chaque issue est desservie depuis la voie engin par un chemin stabilisé de 1,8 m de large.</p>
<p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p>		<p>Au moins une issue par façade à une dimension de 1,8 m de large. L'accès côté façade de quai sera réalisé par une rampe au niveau de la cellule 1 desservant une issue de 1,8 m de large.</p>
<p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p>		<p>Conformément au guide entrepôt, il faut au minimum une rampe par groupe de cellules communiquant entre elles et respectant les caractéristiques en termes de largeur et de pente. L'aménagement prévu est donc conforme car les cellules 1 à 3 communiquent entre elles.</p> <p><i>cf A3b - Plan du RDC</i></p>
<p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables.</p>		<p>Non concerné</p>
<p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p>		<p>Non concerné- les issues sont positionnées à proximité des murs séparatifs coupe-feu.</p>
<p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini point 23 de cette annexe.</p>		<p>Non concerné</p>



Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<b>3.5 Documents à disposition des services d'incendie et de secours</b>		
<p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;</li> </ul> <p>Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p>	Plan de l'installation	<p>Sera conforme</p> <p>Ces plans seront tenus à la disposition du SDIS et intégrés au PDI qui sera rédigé sur le site.</p>
<b>4. Dispositions constructives</b>		
<p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p>	Plan détaillé de l'installation et précision des matériaux utilisés pour chacune des prescriptions.	<p>La structure verticale du bâtiment sera en poteau béton stable au feu 2h (R120)</p> <p>L'étude technique démontrant la non ruine en chaîne des cellules sera réalisée avant le début de la construction.</p> <p>L'attestation d'engagement de réalisation de cette étude est jointe en annexe.</p> <p><b>cf A5 – Attestation non ruine en chaîne</b></p>
<p>L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p>		<p>Des consignes seront établies pour l'évacuation des personnes en cas de sinistre.</p>
<p>L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées.</p>		<p>La structure sera composée de poteau en béton R120. Les poutres et les pannes seront en béton ou en lamellé-collé à minima R15. Le degré de stabilité R15 est donc assuré.</p>
<p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</p>		<p>Les murs extérieurs sont en bardage métallique double-peau. Ces matériaux répondent à la classe A2s1d0.</p> <p><b>cf A3b - Plan du RDC</b> <b>cf A3c - Plan en coupe</b></p>
<p>Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p>		<p>Les supports de toiture seront conformes en tout point à la réglementation. Ils seront notamment réalisés en matériaux A2 s1 d0.</p> <p><b>cf A3d - Plan toiture</b></p>
<p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p>		<p>Les isolants thermiques répondront à la classe A2s1d0.</p> <p><b>cf A3d - Plan toiture</b></p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<ul style="list-style-type: none"> <li>- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</li> </ul>		
Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).		La toiture sera réalisée en bac acier avec un isolant class C et une étanchéité bicouche répondant à la classification (Brooft 3). <b>cf A3d - Plan de toiture</b>
Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.		L'éclairage naturel satisfera à la classe d0
Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.		L'entrepôt sera sur un seul niveau et sa hauteur sera inférieure à 14 m (Acrotère à 13,40 m). <b>cf A3c - Plan en coupe</b>
Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.		Non concerné
Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).		L'Atelier d'entretien et de réparation des poids lourds est implanté à 10 m de la cellule 1 – le mur de cette cellule est en béton REI120.
A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage). De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120.		<u>Bureaux et locaux sociaux</u> Les bureaux et locaux sociaux seront séparés des cellules de stockage par des murs coupe-feu REI 120. Le mur séparatif béton sera toute hauteur cellule. Il sera prolongé au niveau de la façade sur 4 m minimum conformément au référentiel APSAD R15.  <u>Atelier de maintenance</u> L'atelier d'entretien des véhicules aura une superficie de 629 m <sup>2</sup> . Il sera aménagé à l'ouest de l'entrepôt à 10 m de la façade arrière de la cellule 1 qui sera en béton REI 120 (coupe-feu 2H) toute hauteur.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
		<p>L'atelier sera construit en structure métallique avec des façades en bardage double-peau avec laine minérale (incombustible). La hauteur de l'acrotère de l'atelier sera de 9,2 m.</p> <p><b>cf A3b - Plan du RDC</b> <b>cf A3c - Plan en coupe</b></p>
<p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe</p>		<p>Sera conforme</p>
<b>5. Désenfumage</b>		
<p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieur ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p>	<p>Plan montrant l'emplacement des écrans de cantonnement et des exutoires, ainsi que des ouvrants dans le cas des cellules à plusieurs niveaux</p>	<p>La surface des cantons de chaque cellule sera inférieure à 1650 m<sup>2</sup> et la longueur inférieure à 60 m. Hauteur des écrans : 2 m Stabilité au feu : 15 min</p>
<p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>	<p>Surface utile des exutoires par canton et superficie de chaque canton</p>	<p>Chaque canton comportera des exutoires de dimensions géométriques 200 x300 soit 6 m<sup>2</sup>, et de surface utile de désenfumage de 4,62 m<sup>2</sup> de telle sorte que la surface utile de l'ensemble d'un canton soit supérieure ou égale à 2% de la surface du canton.</p> <p><i>Le détail du désenfumage est joint en annexe.</i> <b>cf. A6 - Note sur le désenfumage</b></p>
<p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p>	<p>Description du mode de déclenchement du système de désenfumage</p>	<p>Le système de déclenchement des exutoires sera assuré par des coffrets CO2 à déclenchement manuel ou automatique.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage ne sera pas asservi à la même détection que celle à laquelle sera asservi le système d'extinction automatique. La température de déclenchement du sprinkage sera de 74 °C et celle des exutoires de désenfumage de 180°C.</p>
<p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés.</p>	<p>Superficies des toitures et des ouvertures</p>	<p>La surface utile d'un DENFC sera de 4,62 m<sup>2</sup>. La ratio sera de 5,32 exutoire pour 1000 m<sup>2</sup> de toiture.</p> <p><b>Cf. A6 - Note sur le désenfumage</b></p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.	Plan de désenfumage	Les DENFC seront implantés sur la toiture à une distance supérieure à 7 m des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. <b>Cf A3d - Plan de toiture</b>
La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.	Positionnement sur le plan	Les commandes manuelles de désenfumage des différentes cellules seront positionnées à l'extérieur des volumes concernés de sorte qu'elles puissent être manœuvrées le cas échéant sans avoir à pénétrer dans le volume ; elles seront doublées en deux points opposés et regrouperont en chaque point les commandes de l'ensemble des cantons.  <b>cf A3b - Plan du RDC</b>
Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.	Surface des amenées d'air prévues et mode de calcul	Les amenées d'air frais seront assurées par les portes de quais et les issues de secours. La surface d'amenées d'air sera largement supérieure à la surface de désenfumage du plus grand canton.  Le détail est donné en annexe. <b>cf A6 - Note sur le désenfumage</b>
En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.  Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.		Sans objet - 1 seul niveau  Non concerné
<b>5.1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque d'incendie</b>		
Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt.	Plan de désenfumage	Pour mémoire
Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.		Les locaux concernés sont : le local de charge, le local transformateur et le local chaufferie.
Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.		Le désenfumage sera assuré par des ouvrants naturels.
En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.		Pour mémoire
Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.		Pour mémoire
Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers du local considéré.		Sera conforme

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.		Sera conforme
Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.		Les amenées d'air frais seront assurées par les issues et portes sectionnelles donnant sur l'extérieur.
Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.		Pour mémoire
Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021.		Pour mémoire
<b>6. Compartimentage</b>		
L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.		Le bâtiment sera divisé en 3 cellules
Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m <sup>3</sup> , sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.		Le volume de l'entrepôt sera de 234 000 m <sup>3</sup> .
Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.		D'après les modélisations incendie, il n'y aura pas de propagation d'une cellule de stockage à l'autre. <b>Cf A4 - Rapport de modélisation de flux thermiques</b>
Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes		
- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;	Plan détaillé de l'installation et précision des matériaux utilisés pour chacune des prescriptions	Les parois séparatives entre les cellules sont REI 120. Ils seront identifiés à l'aide d'un panneau. <b>Cf A3b - Plan de RDC</b> <b>Cf A3c - Plan en coupe</b>
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; »		sans objet
- les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2		Les portes présentes dans les parois séparatives seront coupe-feu 2h (EI2 120 C) et les portes battantes satisferont à une classe de durabilité C2.
- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.		Cellules 1-2-3 : Le mur extérieur côté façade de quais seront en bardage A2s1d0 sans résistance au feu particulière. Les parois séparatives seront donc prolongées de 0,50 m de part et d'autre sur cette façade entre cellule 1 et 2 et 2 et 3.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p> <p>- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</p>		<p>Une bande de protection de 5 m sera installée sur une largeur de 5 m de part et d'autres des parois séparatives. Elle sera en matériau A2s1d1. <b>cf A3d - Plan de toiture</b></p> <p>Les murs séparatifs dépassent de 1 m en toiture. <b>Cf A3c : Plan de coupe</b></p>
<b>7. Dimensions des cellules</b>		
<p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p>	<p>Plan détaillé de l'installation montrant l'emplacement précis des murs REI 120 et des stockages</p>	<p>L'entrepôt sera divisée en 3 cellules de superficie &lt; à 6000 m<sup>2</sup>. La hauteur sous bac maximale des cellules sera &lt; à <del>12,2</del> 13.70  <b>cf A3b - Plan RDC</b> <b>cf A3c - Plan de coupe</b></p>
<p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p>		<p>Non concerné</p>
<p>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m<sup>2</sup> si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ;</p> <p>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m<sup>2</sup> et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.</p> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p>	<p>Démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p>	<p>Non concerné</p>
<p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Dans ce cas, l'installation doit disposer d'un plan de défense incendie prévu au point 23.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p>		

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<b>8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles</b>		
<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux "et ne comportent pas de mezzanines".</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>	<p>Emplacement des matières dangereuses envisagées le cas échéant.</p> <p>Aménagements spécifiques prévus pour le stockage de matières dangereuses le cas échéant.</p>	<p>Pour mémoire - En cas de stockage de matières dangereuses sur le site, les quantités seront inférieures aux seuils de classement.</p>
<b>9. Conditions de stockage</b>		
<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>	Aucune	<p>Sera conforme. La hauteur de stockage sera de 10 m environ. Une distance minimale de 1 m sera maintenue entre le haut de palette et le système d'extinction automatique.</p> <p><b>Cf A3c - Plan en coupe</b></p>
<p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>		Non concerné - pas de stockage en vrac
<p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p>		Pas de stockage en masse sur le site
<p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p>		
<p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p>		Non concerné- le site sera sprinklé
<p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p>		Pour mémoire

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
« En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, « - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : « - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; « - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ; « - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. »		Pour mémoire
Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.		Non concerné - pas de mezzanine
Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.		Pour mémoire
Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.		Pour mémoire
Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026		Pour mémoire
Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.		Pour mémoire
Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m <sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.		Pour mémoire
<b>10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux</b>		
Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Indication des aires et locaux susceptibles d'être concernés, le reste sera vérifié en inspection	Sera conforme
Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.		En cas de stockage de produit liquide susceptible de créer une pollution, ces produits seront mis sur rétention (bacs de rétention)



Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p>		<p>Pour mémoire</p>
<p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>		<p>Pour mémoire</p>
<p>Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets</p>		<p>Pour mémoire</p>
<p><b>11. Eaux d'extinction incendie</b></p>		
<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>	<p>Plan des dispositifs de confinement des eaux d'extinctions incendie</p>	<p>En cas de sinistre, les eaux d'extinction incendie seront collectées au sein d'un bassin de rétention aménagé au sud du site. <b>cf A3a– Plan de masse ICPE 1/500</b></p>
<p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p>		<p>L'écoulement jusqu'au bassin sera gravitaire. La vidange du bassin sera réalisée via une pompe de relevage.</p>
<p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p>		<p>Sans objet</p>
<p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>		<p>Le bassin sera équipé en sortie d'une pompe de relevage qui fera office de vanne martelière permettant l'isolement des eaux incendie. Elle sera asservie à la mise en route de l'extinction automatique de type sprinkler. <b>cfA1 - Plan d'ensemble</b></p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;</li> <li>- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p>	<p>Note de calcul du volume de confinement nécessaire</p>	
<p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020 ).</p>	<p>Note de calcul du volume de confinement nécessaire</p>	<p>Le volume des eaux d'extinction a été calculé à partir de la note technique D9A - version Juin 2020. Le volume est évalué à 2 625m<sup>3</sup>.</p> <p><b>CfA7 - Note de calcul D9 et D9A</b></p>
<p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>		<p>Une procédure sera rédigée pour le fonctionnement et l'entretien associé à la vanne de sectionnement.</p>
<p><b>12. Détection automatique d'incendie</b></p>		

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p>	<p>Description du système de détection et liste des détecteurs avec leur emplacement</p>	<p>Détection incendie par détecteurs linéaires ou ponctuels dans les 3 cellules reliée à une sirène classique, ainsi que dans les bureaux, les locaux techniques et l'atelier de maintenance.</p> <p>Ce système sera relié à une centrale d'alarme qui commande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ø Les avertisseurs sonores de la cellule incriminée, pour l'évacuation des personnes,</li> <li>Ø La fermeture des portes coupe-feu de la cellule incriminée,</li> </ul> <p>La centrale d'alarme est alimentée par deux batteries, l'une permettant de secourir l'autre en cas de défaillance. Le temps de déclenchement d'un détecteur est de l'ordre de quelques secondes. Durant les horaires d'exploitation du site, ce déclenchement met en route l'alarme et prévient le personnel immédiatement.</p> <p>En dehors des horaires d'exploitation du site, une alerte est transmise automatiquement à la société de télésurveillance, qui suivra le schéma d'alerte défini.</p>
<p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p>	<p>Etude spécifique lorsque la détection est assurée par le système d'extinction automatique.</p>	<p>Non concerné</p>
<p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>		<p>Sera conforme</p>
<p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>		<p>Sera conforme</p>
<p><b>13. Moyens de lutte contre l'incendie</b></p>		
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</li> </ul>	<p>Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux et réserves éventuelles</p>	
<p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p>		<p>Le site disposera de poteaux incendie privés distants de moins de 150 m entre eux et de moins de 100 m de l'accès extérieur de chaque cellule.</p> <p><b>Cf A1- Plan d'ensemble</b> <b>cf A3a- Plan de masse ICPE 1/500</b></p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)</p>		Sera conforme
<ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> </ul>	Nature des engins d'extinction et nombre d'extincteurs prévus.	Des extincteurs seront répartis en nombre réglementaire par rapport à la surface et à l'activité exercée dans les bâtiments et comportent des agents d'extinctions adaptés selon leur positionnement dans les cellules.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> </ul>		Les RIA seront installés de sorte à permettre d'attaquer un foyer par 2 côtés opposés. <b>Cf A3b - Plan du RDC</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'asperion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</li> </ul>		sans objet
<p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.</p>	Règles appliquées selon la D9 ou avis du SDIS préalable si la règle n'est pas complètement appliquée (à défaut de l'avis du SDIS, basculement en procédure autorisation)	Les besoins en eau estimés selon le document technique D9 version Juin 2020 sont de 300 m <sup>3</sup> /h. <b>Cf A7 - Note de calcul D9 et D9A</b>
<p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p>		Sera conforme
<p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>		Pour mémoire
<p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>		Les besoins en eau seront couverts par le réseau interne du site alimenté par une cuve de 480 m <sup>3</sup> . Deux aires de stationnement des engins de 32 m <sup>2</sup> (4 x 8 m) pour deux prises (1 prise par tranche de 120 m <sup>3</sup> ).

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.		Sera conforme
L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.		Présence de téléphone
En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.		Les installations de sprinklage seront contrôlées périodiquement. Le plan du sprinklage est joint en annexe. <b>Cf A3b - Plan du RDC</b>
Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.		Des exercices seront réalisés dans le trimestre suivant le début de l'exploitation des 3 cellules de stockage, puis tous les 3 ans minimum. Les comptes rendus seront conservés sur site
Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.		Sera conforme
<b>14. Evacuation du personnel</b>		
Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.  En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.  Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.  Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.	Plan détaillé du stockage montrant précisément l'emplacement des issues de secours.  Le cas échéant, étude montrant que la cinétique de l'incendie est compatible avec l'évacuation des personnes	Sera conforme  La cellule sera aménagée de telle sorte que tout point de la cellule soit distant de moins de 75 m d'une issue de secours ; la cellule disposera d'au moins 2 issues de secours dans 2 directions opposées. <b>Cf A3b- Plan du RDC</b>  Un exercice d'évacuation sera réalisé dans le trimestre qui suit la mise en exploitation, puis tous les 6 mois.
<b>15. Installations électriques et équipements métalliques</b>		
Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.	Règlements ou normes pris en compte	L'installation électrique sera conforme. Une vérification sera périodiquement effectuée par un organisme certifié. Les observations seront suivies et traitées dans les meilleurs délais.
A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.		Au moins un interrupteur de coupures générales sera mis en place à proximité des issues de secours pour couper l'alimentation électrique de chaque cellule.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits		Les racks seront mis à la terre ou recouvert d'un revêtement permettant leur isolation électrique.
Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.		Sans objet – Absence de local transformateur sur le site
L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.	Analyse du risque foudre et étude technique	Les études foudres sont jointes en annexe. <b>Cf A8 - Etudes foudre</b>
Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.		Les installations respecteront la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010.
<b>16. Eclairage</b>		
<p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>	Matériaux prévus	L'éclairage artificiel du bâtiment sera exclusivement électrique. Il viendra compléter l'éclairage naturel opéré par les translucides.
<b>17. Ventilation et recharge de batteries</b>		
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p>	Plan avec localisation des débouchés à l'extérieur de la ventilation des locaux.	<p>Un local de charge sera aménagé au nord, en pignon de la cellule 1.</p> <p>Présence d'une extraction mécanique.</p> <p>Sans objet</p>
La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.	Plan d'implantation des locaux de charge	La charge des batteries sera réalisée dans le local de charge uniquement.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).		Les parois du local de charge seront en béton REI120.
<b>18. Chauffage</b>		
<b>18.1 Chaufferie</b>		
S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.	Règlement ou norme pris en compte Mode de chauffage prévu Plan de l'installation	Un local chaufferie sera aménagé en pignon de la cellule 1. Le local est isolé de l'entrepôt par une paroi REI 120. Il n'y aura pas de communication directe entre le local chaufferie et l'entrepôt.
A l'extérieur de la chaufferie sont installés : - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.	Plan des canalisations comprenant les vannes	Sera conforme
<b>18.2 Autre moyens de chauffage</b>		
Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté : - les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ; - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ; - la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;	Règlement ou norme pris en compte Mode de chauffage prévu Plan de l'installation et matériaux choisis Plan des canalisations comprenant les vannes	Chauffage par aérothermes à eau chaude pour l'entrepôt Les bureaux seront chauffés par pompe à chaleur.  Le local de charge sera équipé d'un aérotherme électrique pour le chauffage positionné en hauteur. Le fonctionnement de cet aérotherme sera asservi à la détection gaz (H2) du local de charge. En cas de détection d'hydrogène, l'aérotherme sera mis à l'arrêt.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</li> <li>- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</li> <li>- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.</li> </ul>		
<p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets "restituant le degré REI de la paroi traversée" sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>		
<b>19. Nettoyage des locaux</b>		
<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	Exigences retenues à la lumière des risques pouvant exister	Le site sera maintenu en bon état de propreté.
<b>20. Travaux de réparation et d'aménagement</b>		
<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa point 3.5, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que</li> </ul>	Aucune	En cas de travail par point chaud un permis feu est établi et permis d'intervention sera établi. L'interdiction d'apporter du feu sera affichée dans les lieux



Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
la définition de leurs conditions d'entretien ;		de passage du personnel.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p>		
<p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
<b>21. Consignes</b>		
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li> <li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li> <li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> </ul>	Liste des consignes prévues	<p>Toutes ces consignes : interdiction de fumer, interdiction d'apporter du feu, interdiction de brûlage, permis d'intervention et permis de feu seront affichés.</p> <p>Une procédure expliquera le fonctionnement du bassin de rétention.</p> <p>Des plans de sécurité avec report des extincteurs et RIA seront affichés.</p> <p>Une procédure d'alerte sera également affichée.</p> <p>La procédure prévoit l'information de l'inspecteur des installations classées en cas de sinistre. Des plans d'incendie et d'évacuation seront affichés.</p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;		
- les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.		
<b>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</b>		
L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.	Mesure nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	L'exploitant s'engage à s'assurer de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.  "L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23"		En cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique, l'exploitant assurera une sensibilisation accrue du personnel pour diminuer le temps de réaction en cas de départ d'incendie. Une attention particulière sera portée sur l'entrepôt de stockage. L'ensemble de ces mesures seront détaillées dans le plan de défense incendie du site.
<b>23. Plan de défense incendie</b>		
Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.		L'exploitant mettra en place un PDI à la mise en exploitation du site. Ce PDI sera établi en concertation avec les services du SDIS.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>« - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>« - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>« - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>« - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>« - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul>		Pour mémoire
<p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p>		Sera conforme
<p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>		Sera conforme
<p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>		Sera conforme

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <p>« - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</p> <p>« - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</p> <p>« - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</p> <p>« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <p>« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</p> <p>« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »</p>		Non concerné - site soumis à enregistrement
<b>24. Bruit</b>		
<b>24.1 Valeurs limites de bruit</b>		
<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <p>- émergence : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p>	Aucun	Sera conforme
<p>- zones à émergence réglementée :</p>		L'exploitant réalisera une mesure de bruit dans les 3 mois suivant la mise en exploitation.

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<p>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</p>		
<p>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</p>		
<p>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) 6 dB (A) 4 dB (A) Supérieur à 45 dB (A) 5 dB (A) 3 dB (A)</p>		<p>Pour mémoire</p>
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>		
<p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>		
<p><b>24.2 Véhicules - Engins de chantier</b></p>		
<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Engins prévus</p>	<p>Sera conforme</p> <p>Aucun appareil de communication gênant pour le voisinage n'est prévu pour l'exploitation, hormis l'alarme incendie.</p>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
<b>24.3 Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</b>		
L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.	Aucun	Sera conforme
Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.		
Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.		L'exploitant réalisera une mesure de bruit dans les 3 mois suivant la mise en exploitation.
<b>25. Surveillance</b>		
<p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</p>	Description du système de surveillance	<p>La surveillance de l'entrepôt en dehors des heures ouvrées sera confiée à une société de télésurveillance, par télétransmission des alarmes.</p> <p>L'ensemble du personnel sera formé à la manipulation des extincteurs et des RIA.</p>
<b>26. Remise en état après exploitation</b>		
<p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</li> <li>- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</li> </ul>	Aucun	<p>Sera conforme</p> <p>En cas d'arrêt définitif de l'activité, l'exploitant s'engage, en référence aux articles R 512-46-25 à R 512-46-27 du Code de l'Environnement, à mettre en sécurité le site, notamment en appliquant les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site</li> <li>- Interdictions d'accès au site : fermeture de tous les accès au bâtiment</li> <li>- Suppression des risques d'incendie et d'explosion : notamment, coupure de l'alimentation électrique et</li> </ul>

Prescription AM du 11 avril 2017 modifié	Justificatif dans le dossier	Dispositions prévues
		évacuation de toute marchandise et tout produit combustible encore présent. - Surveillance des effets de l'installation sur son environnement. - En fin d'exploitation, l'exploitant pourra céder le site pour un usage futur pouvant être - Une exploitation similaire par un nouvel exploitant - Une réaffectation du site à d'autres usages d'activités.
<b>27. Dispositions spécifiques applicables aux cellules et chambres frigorifiques</b>		
		Non concerné -
<b>27. Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles</b>		
		Non concerné- Le site ne stocke pas ce type de produit.

### 3. ANNEXES

---

Annexe 1 - Plan d'ensemble

Annexe 2 – Notice descriptive de gestion des eaux pluviales

Annexe 3 – Plans du site

- A3a – Plan de masse
- A3b – Plan Niveau RDC
- A3c – Plan de coupe
- A3d – Plan de toiture

Annexe 4 – Rapport de modélisations incendie

Annexe 5 – Attestation non ruine en chaine

Annexe 6 - Note sur le désenfumage

Annexe 7 – Note de calcul D9 et D9A

Annexe 8 – Etudes foudre

- Analyse du risque foudre
- Etude technique foudre